

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[2011/202461]

Sélection comparative francophone
d'assistants sociaux

La sélection comparative francophone d'assistants sociaux (m/f) (niveau B) pour le SPF Sécurité sociale (AFG09866) a été clôturée le 11 mai 2011.

Le nombre de lauréats s'élève à 9.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Werving. — Uitslagen

[2011/202461]

Vergelijkende selectie van Franstalige
maatschappelijk assistenten

De vergelijkende selectie van Franstalige maatschappelijk assistenten (m/v) (niveau B) voor de FOD Sociale Zekerheid (AFG09866) werd afgesloten op 11 mei 2011.

Er zijn 9 geslaagden.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2011/202479]

Sélection comparative néerlandophone
de collaborateurs secrétariat-comptabilité

La sélection comparative néerlandophone de collaborateurs secrétariat-comptabilité (m/f) (niveau B) pour le Centre fédéral d'expertise des soins de santé (ANG10086) a été clôturée le 12 mai 2011.

Le nombre de lauréats s'élève à 2.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2011/202479]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige
medewerkers secretariaat-boekhouding

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige medewerkers secretariaat-boekhouding (m/v) (niveau B) voor het Federaal Kenniscentrum voor de gezondheidszorg (ANG10086) werd afgesloten op 12 mei 2011.

Er zijn 2 geslaagden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2011/00297]

13 MAI 2011. — Circulaire ministérielle modifiant la circulaire du 10 décembre 2009 relative à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée par la loi du 12 novembre 2009

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,
A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,
A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,
Au Président de la Commission permanente de la police locale,
Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,
A Monsieur le Gouverneur f.f. de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Madame, Monsieur le Bourgmestre,
Madame, Monsieur le Président,
Madame, Monsieur le Chef de corps,
Monsieur le Commissaire général,
Monsieur le Président,

La présente circulaire modifie la circulaire du 10 décembre 2009 relative à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée par la loi du 12 novembre 2009, dans le but d'apporter des recommandations supplémentaires, afin de répondre à des questions qui continuent à se poser dans la pratique, lors de l'application de la loi, spécialement lors de l'utilisation de caméras de surveillance fixes lors de festivals.

Les modifications apportées à la circulaire du 10 décembre 2009 sont les suivantes :

1° le point « 1. Définitions » est complété par un point 1.5. rédigé comme suit :

« 1.5. Distinction entre les différentes catégories de lieux

1.5.1. Différence entre lieu ouvert et lieu fermé

La loi caméras définit le lieu ouvert comme « tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public » (article 2, 1°, de la loi caméras). Cette définition retient donc deux critères : celui de la non-délimitation ainsi que celui du libre accès au public. De ces deux éléments, on peut déduire que l'on vise, la plupart du temps, des espaces publics gérés par les autorités (particulièrement la voie publique). Cette catégorie de lieux ne devrait pas concerner des personnes privées ou même des personnes de droit public qui n'ont pas de compétence en matière de surveillance et de sécurité dans ce type de lieux. La volonté du législateur n'était en effet pas de permettre à des particuliers de surveiller la voie publique, ce qui est déjà interdit par

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2011/00297]

13 MEI 2011. — Ministeriële omzendbrief tot wijziging van de omzendbrief van 10 december 2009 betreffende de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd door de wet van 12 november 2009

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,
Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,
Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,
Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,
Aan de Heer Voorzitter van de Vaste commissie van de lokale politie,
Ter informatie :
Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,
Aan de Heer wd. Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;
Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,
Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,
Mijnheer de Commissaris-generaal,
Mijnheer de Voorzitter,

Deze omzendbrief wijzigt de omzendbrief van 10 december 2009 betreffende de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd door de wet van 12 november 2009, met als doel bijkomende aanbevelingen te formuleren om een antwoord te bieden op de vragen die er in de praktijk nog steeds zijn, in het bijzonder bij het gebruiken van vaste bewakingscamera's tijdens festivals.

De wijzigingen aangebracht in de omzendbrief van 10 december 2009 zijn de volgende :

1° het punt « 1. Definities » wordt aangevuld met een punt 1.5. luidende :

« 1.5. Onderscheid tussen de verschillende plaatscategorieën

1.5.1. Verschil tussen niet-besloten plaats en besloten plaats

De camerawet definieert de niet-besloten plaats als « elke plaats die niet door een omsluiting is afgebakend en vrij toegankelijk is voor het publiek » (artikel 2, 1° van de camerawet). Deze definitie bevat dus twee criteria : de niet-omsluiting en de vrije toegankelijkheid voor het publiek. Uit deze twee elementen kan men afleiden wat men meestal verstaat onder publieke ruimten beheerd door de overheid (in het bijzonder de openbare weg). Deze plaatscategorie zou geen betrekking moeten hebben op privépersonen of zelfs openbare rechtspersonen die geen bevoegdheid hebben inzake toezicht en beveiliging op dit soort van plaatsen. De wetgever had namelijk niet de bedoeling om particulieren de mogelijkheid te geven de openbare weg te bewaken,

d'autres législations. Si, par exemple, un entrepreneur effectue des travaux sur la voie publique, il s'agit d'un lieu ouvert : cet entrepreneur n'a pas la compétence de placer des caméras dans ce lieu, pour surveiller le chantier.

Les lieux fermés sont, quant à eux, délimités par une enceinte, comme l'indique leur nom. Tous les bâtiments sont donc des lieux fermés. Quant à la délimitation, l'arrêté royal du 2 juillet 2008 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance précise que « l'enceinte doit au minimum être composée d'une délimitation visuelle légitimement apposée ou d'une indication permettant de distinguer les lieux ». Il faut donc que l'on voie clairement que ce lieu se distingue d'un autre par le fait qu'il est délimité de manière visible. Et cette délimitation doit être légitimement apposée, c'est-à-dire qu'elle doit être réalisée par une personne qui possède un droit réel (propriétaire, locataire, emphytéote,...) sur ce lieu. Elle peut également être temporaire (par exemple, événement organisé sur la voie publique, clairement délimité par des barrières : cette portion de lieu ouvert devient un lieu fermé - accessible au public - pour la durée de l'événement).

1.5.2. Différence entre lieu fermé accessible et non accessible au public

Le lieu fermé accessible au public est défini comme « tout bâtiment ou lieu fermé destiné à l'usage du public, où des services peuvent lui être fournis » (article 2, 2°). Le lieu fermé non accessible au public est quant à lui défini comme « tout bâtiment ou lieu fermé destiné uniquement à l'usage des utilisateurs habituels » (article 2, 3°).

Le premier critère qui les différencie est l'accessibilité au public. Alors que le premier est accessible au public, le deuxième ne l'est pas. En outre, dans le lieu fermé accessible au public, il peut être fourni des services au public : il s'agit d'un lieu destiné à l'usage du public. Par rapport à ce critère du service, ce qui importe, c'est le fait que, selon la destination du lieu voulue par le responsable du traitement, un service puisse y être fourni : si une personne entre dans ce lieu sans utiliser le service proposé, ce lieu ne changera pas de facto de catégorie. En outre, le fait que l'accès du lieu au public soit soumis à des conditions (telles qu'une entrée payante) n'en fait pas un lieu non accessible au public.

On en déduit que sont des lieux fermés accessibles au public les magasins, les galeries commerciales, les banques, les salles de guichet de gare ou d'administration, les gares, les stations de métro, parkings privés, les halls de sport, les cafés et restaurants,... Cette catégorie des lieux fermés accessibles au public comprend donc des lieux très variés. A contrario, les lieux fermés non accessibles au public seront donc les domiciles privés, les immeubles à appartements, les parties d'immeubles professionnels uniquement accessibles aux employés,...

En cas de doute sur la catégorie de lieu ou de lieu mixte, la philosophie de la loi sur la protection de la vie privée, qui est celle d'une plus grande protection possible de la vie privée, veut que les règles les plus strictes soient appliquées. »

2° Dans le premier paragraphe du point « 2.4. Avis du conseil communal en cas de caméras de surveillance fixes provisoires », les mots « occupation de terrains publics par les gens de voyage » sont abrogés.

3° Il est inséré un point 4 rédigé comme suit :

« 4. Utilisation de caméras de surveillance fixes lors de festivals

4.1. Responsable du traitement

Le responsable du traitement est la personne qui décide d'installer des caméras de surveillance et qui détermine les finalités et les moyens de ce traitement de données à caractère personnel. C'est le responsable du traitement qui va devoir veiller à respecter toutes les prescriptions légales et réglementaires et en être responsable.

Lorsque des caméras de surveillance sont installées et utilisées lors d'un festival, le(s) responsable(s) du traitement peu(ven)t être par exemple :

- le propriétaire du lieu dans lequel le festival est organisé;
- le propriétaire du lieu et l'organisateur du festival;
- l'organisateur du festival et les services de police;
- ...

wat reeds verboden werd door andere wetgevingen. Als een aannemer bijvoorbeeld werken uitvoert op de openbare weg, dan betreft dit een niet-besloten plaats : deze aannemer heeft niet de bevoegdheid om op deze plaats camera's te plaatsen om de werf te bewaken.

De besloten plaatsen daarentegen zijn, zoals hun benaming het aangeeft, afgebakend door een omsluiting. Alle gebouwen zijn dus besloten plaatsen. Wat de omsluiting betreft, bepaalt het koninklijk besluit van 2 juli 2008 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's dat « de omsluiting minstens moet bestaan uit een op rechtmatige wijze aangebrachte visuele afbakening of aanduiding waardoor de plaatsen van elkaar kunnen worden onderscheiden ». Men moet dus duidelijk kunnen zien dat deze plaats zich onderscheidt van een andere door het feit dat deze visueel is afgebakend. Deze afbakening moet op rechtmatige wijze aangebracht zijn, dit wil zeggen dat degene die de afbakening aanbrengt, een persoon moet zijn die een zakelijk recht op deze plaats bezit (eigenaar, verhuurder, erfpachter,...). Ze kan eveneens tijdelijk zijn (bijvoorbeeld evenement georganiseerd op de openbare weg, duidelijk afgebakend met hekken : dit deel van niet-besloten plaats wordt - voor de duur van het evenement - een voor het publiek toegankelijke besloten plaats).

1.5.2. Verschil tussen voor het publiek toegankelijke en niet voor het publiek toegankelijke besloten plaats

De voor het publiek toegankelijke besloten plaats wordt gedefinieerd als « elk besloten gebouw of elke besloten plaats bestemd voor het gebruik door het publiek waar diensten aan het publiek kunnen worden verstrekt » (artikel 2, 2°). De niet voor het publiek toegankelijke besloten plaats wordt daarentegen gedefinieerd als « elk besloten gebouw of elke besloten plaats die uitsluitend bestemd is voor het gebruik door de gewoonlijke gebruikers » (artikel 2, 3°).

Het eerste criterium dat een onderscheid maakt is de toegankelijkheid voor het publiek. Terwijl de eerste plaats toegankelijk is voor het publiek is de tweede dat niet. Bovendien kunnen er op de voor het publiek toegankelijke besloten plaats diensten worden aangeboden aan het publiek : het betreft een plaats bestemd voor het gebruik door het publiek. Wat belangrijk is betreffende dit criterium van diensten, is het feit dat er een dienst kan worden aangeboden al naargelang de bestemming die de verantwoordelijke van de verwerking aan de plaats heeft gegeven : als een persoon deze plaats betreedt zonder de voorgestelde dienst te gebruiken, dan verandert deze plaats niet de facto van categorie. Bovendien is het niet omdat de toegang van de plaats is onderworpen aan bepaalde voorwaarden (zoals een betalende inkom), dat deze plaats een niet voor het publiek toegankelijke plaats wordt.

Hieruit leidt men af dat de handelszaken, winkelgalerijen, banken, loketzaal in een station of gemeentebestuur, stations, metrostations, privéparkings, sportzalen, cafés en restaurants, voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen zijn. Deze categorie van voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen bestaat dus uit heel gevarieerde plaatsen. De niet voor het publiek toegankelijke plaatsen zijn daarentegen private woningen, appartementsgebouwen, delen van kantoorgebouwen die toegankelijk zijn voor de bedienden,...

In geval van twijfel over de categorie van plaats of van gemengde plaats wil de filosofie van de wet op de persoonlijke levenssfeer, die staat voor een zo groot mogelijke bescherming van de persoonlijke levenssfeer, dat de meest strikte gegevens worden toegepast. »

2° In de eerste paragraaf van het punt « 2.4. Advies van de gemeenteraad ingeval van voorlopige vaste bewakingscamera's », worden de woorden « bezetting van openbare terreinen door zigeuners » opgeheven.

3° Er wordt een punt 4 ingevoegd, luidende :

« 4. Gebruik van vaste bewakingscamera's tijdens festivals

4.1. Verantwoordelijke voor de verwerking

De verantwoordelijke voor de verwerking is de persoon die beslist om bewakingscamera's te plaatsen en die de doeleinden en middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepaalt. Het is de verantwoordelijke voor de verwerking die erop zal moeten toezien dat alle wettelijke en reglementaire voorschriften worden nageleefd en hij is hier verantwoordelijk voor.

Wanneer bewakingscamera's worden geplaatst en gebruikt tijdens een festival, is de verantwoordelijke voor de verwerking bijvoorbeeld :

- de eigenaar van de plaats waar het festival wordt georganiseerd;
- de eigenaar van de plaats en de organisator van het festival;
- de organisator van het festival en de politiediensten;
- ...

Vu les termes de la définition légale du responsable du traitement (« la personne physique ou morale, l'association de fait ou l'administration publique »), la loi permet en effet plusieurs possibilités et notamment que plusieurs personnes associées soient ensemble responsables du traitement. Dans le cas d'un festival, cette manière de travailler peut permettre une meilleure collaboration entre l'organisateur (et son service de sécurité) et les services de police.

4.2. Catégorie de lieu concernée

Les caméras de surveillance fixes, installées et utilisées pendant toute la durée d'un festival, peuvent filmer tant l'entrée du lieu où se déroule le festival que l'intérieur de ce lieu. Rappelons que, même si la vidéosurveillance devient presque une habitude, le responsable du traitement doit toujours veiller à n'utiliser les caméras que si c'est nécessaire, de manière proportionnée et efficace, et uniquement si d'autres moyens de sécurisation ne suffisent pas. Il s'agit là des principes de bases du respect de la vie privée.

Ces caméras de surveillance utilisées lors de festivals sont-elles soumises aux règles concernant les lieux ouverts ou les lieux fermés ? Cela dépend de la configuration des lieux :

- Si le festival est organisé sur la voie publique, de manière complètement ouverte, sans qu'il n'y ait clairement d'entrée ou de sortie, les règles pour les lieux ouverts devront être suivies;

- Si le festival est organisé sur un terrain qui, d'habitude, est un lieu ouvert, mais que, pour l'occasion, le périmètre est clairement délimité par des barrières par exemple, que l'on distingue bien une entrée, qu'éventuellement, l'entrée est payante, ce lieu ouvert deviendra, pour la durée du festival, un lieu fermé accessible au public et les règles y afférentes seront d'application;

- Si le festival est organisé dans un lieu fermé et délimité par des éléments immeubles, il s'agira d'un lieu fermé accessible au public, avec les conséquences légales que cela implique.

- Si des caméras sont installées dans les backstage, elles seront soumises aux règles prévues pour les lieux fermés non accessibles au public.

4.3. Règles à respecter

En fonction de la configuration du lieu où est organisé le festival, on peut donc se trouver face soit à un lieu ouvert, soit à un lieu fermé accessible au public, soit encore, si seuls les backstage sont surveillés par caméras, à un lieu fermé non accessible au public.

En cas de doute, il faut appliquer les règles les plus strictes, à savoir celles prescrites pour les lieux ouverts si l'on hésite entre les catégories 'lieu ouvert' et 'lieu fermé', et celles prescrites pour les lieux fermés accessibles au public, si l'on hésite entre les deux catégories de lieux fermés (accessible ou non accessible au public). De même si l'on filme tant la partie non accessible au public que celle accessible au public (lieu mixte) au moyen d'un même système, il faut appliquer les règles pour les lieux accessibles au public.

S'il s'agit d'un lieu ouvert, il faudra, avant de pouvoir installer des caméras de surveillance, obtenir un avis positif du conseil communal de la commune où se situe le lieu (cf. point 2. Caméras de surveillance fixes dans les lieux ouverts- avis préalable et consultation du chef de corps). Ce n'est qu'après avoir obtenu cet avis positif que les caméras pourront être installées.

S'il s'agit d'un lieu fermé accessible (ou non) au public, le conseil communal ne devra pas se prononcer sur l'installation de caméras de surveillance.

Dans tous les cas, avant de mettre les caméras de surveillance en service, le responsable du traitement devra déclarer son installation à la Commission de la protection de la vie privée, via le site internet www.privacycommission.be. Dans le champ « Dénomination de l'événement temporaire » de la déclaration, le responsable du traitement mentionnera les dates du festival, afin de préciser qu'il s'agit là d'une utilisation provisoire de caméras. Si l'utilisation des caméras est récurrente, la déclaration devra être mise à jour, à chaque utilisation. S'il s'agit d'une utilisation unique de caméras dans ce lieu, la déclaration devra être supprimée, après le festival.

Gelet op de bewoordingen van de wettelijke definitie van de verantwoordelijke voor de verwerking (« de natuurlijke persoon of de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur »), laat de wet immers meerdere mogelijkheden toe, namelijk dat meerdere betrokken personen samen verantwoordelijke voor de verwerking kunnen zijn. In het geval van een festival kan deze manier van werken een betere samenwerking mogelijk maken tussen de organisator (en zijn veiligheidsdienst) en de politiediensten.

4.2. Betrokken plaatscategorie

De vaste bewakingscamera's die tijdens de hele duur van een festival worden geplaatst en gebruikt, kunnen zowel de ingang van de plaats waar het festival plaatsvindt, als de plaats zelf filmen. Wij wijzen erop dat, zelfs indien camerabewaking bijna een gewoonte wordt, de verantwoordelijke voor de verwerking er altijd moet op toezien dat de camera's slechts worden gebruikt als dit nodig is, naar verhouding en op efficiënte wijze, en alleen maar als andere beveiligingsmiddelen niet volstaan. Het betreft hier de basisprincipes voor de naleving van de persoonlijke levenssfeer.

Zijn de bewakingscamera's die tijdens festivals worden gebruikt, onderworpen aan regels betreffende niet-besloten of besloten plaatsen ? Dat hangt af van de plaatsgesteldheid :

- Als het festival op volledig open wijze op de openbare weg wordt georganiseerd zonder dat er een duidelijke ingang of uitgang is, dan zullen de regels voor de niet-besloten plaatsen moeten worden gevolgd;

- Als het festival wordt georganiseerd op een terrein dat gewoonlijk een niet-besloten plaats is, maar waarvan de perimeter voor de gelegenheid duidelijk is afgebakend met hekken bijvoorbeeld, dat men goed een ingang onderscheidt, dat de inkom eventueel betalend is, dan zal deze niet-besloten plaats voor de duur van het festival een voor het publiek toegankelijke besloten plaats worden en zullen de hierop betrekking hebbende regels van toepassing zijn;

- Als het festival wordt georganiseerd op een besloten plaats die is afgebakend met onroerende elementen, dan gaat het over een voor het publiek toegankelijke besloten plaats met de wettelijke gevolgen die dat met zich meebrengt.

- Als de camera's backstage geplaatst zijn, zijn deze onderworpen aan de regels die gelden voor de niet voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen.

4.3. Na te leven regels

Op grond van de plaatsgesteldheid waar het festival wordt georganiseerd, kan men dus ofwel te maken hebben met een niet-besloten plaats als met een voor het publiek toegankelijke besloten plaats, of nog, als er alleen backstage camerabewaking is, met een niet voor het publiek toegankelijke besloten plaats.

In geval van twijfel moet men de meest strikte regels toepassen, namelijk de regels die zijn voorgeschreven voor de niet-besloten plaatsen, als men twijfelt tussen de categorieën « niet-besloten plaats » en « besloten plaats », en de regels voorgeschreven voor de voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen als men twijfelt tussen de twee categorieën van besloten plaatsen (al dan niet voor het publiek toegankelijk). Op dezelfde wijze, als men zowel het niet voor het publiek toegankelijke deel als het voor het publiek toegankelijke deel filmt (gemengde plaats) door middel van éénzelfde systeem, dan moet men de regels voor de voor het publiek toegankelijke plaatsen toepassen.

Als het een niet-besloten plaats betreft, dan moet men voor het kunnen plaatsen van bewakingscamera's een positief advies krijgen van de gemeenteraad van de gemeente waar zich de plaats bevindt (cfr. punt 2. Vaste bewakingscamera's op de niet-besloten plaatsen-voorafgaand advies en raadpleging van de korpschef). De camera's kunnen pas worden geplaatst nadat dit positief advies is verkregen.

Als het een (al dan niet) voor het publiek toegankelijke besloten plaats betreft, zal de gemeenteraad zich niet moeten uitspreken over de plaatsing van bewakingscamera's.

In alle gevallen zal de verantwoordelijke voor de verwerking, voor de inwerkingstelling van de bewakingscamera's, aangifte moeten doen van de plaatsing bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer via de internetsite www.privacycommission.be. In het veld « Benaming van het tijdelijk evenement » van de aangifte zal de verantwoordelijke voor de verwerking de data van het festival vermelden om aan te geven dat het een voorlopig gebruik van camera's betreft. Als er herhaald gebruik wordt gemaakt van camera's, zal de aangifte moeten worden aangepast bij elk gebruik. Als het een enig gebruik van camera's op deze plaats betreft, zal de aangifte na het festival moeten worden geschrapt.

Le responsable devra également veiller à informer les personnes qu'elles sont filmées, en apposant de manière clairement visible le pictogramme déterminé par l'arrêté royal du 14 février 2008, aux entrées du festival.

Si pendant la durée du festival, les caméras sont déplacées, il faudra toujours veiller à ce que les pictogrammes soient correctement apposés (les changer de place si nécessaire) et à ce que la déclaration à la Commission de la protection de la vie privée soit correcte.

Il est recommandé aux responsables du traitement de tenir un dossier complet sur la surveillance par caméras lors du festival, reprenant notamment tous les éléments contenus dans la déclaration ainsi qu'un « plan caméras », de manière à organiser au mieux le service d'ordre lors de l'évènement.

Au niveau de l'utilisation des caméras de surveillance, les règles concernant le visionnage en temps réel différeront selon que l'on sera dans un lieu ouvert ou dans un lieu fermé.

Pour les lieux ouverts, la loi prévoit que le visionnage en temps réel n'est admis que sous le contrôle des services de police et dans le but de permettre aux services compétents d'intervenir immédiatement en cas d'infraction, de dommage, de nuisance ou d'atteinte à l'ordre public et de guider au mieux ces services dans leur intervention (article 5, § 4). Peu importe qui est le responsable du traitement, les services de police devront toujours superviser le visionnage en temps réel des images, lorsqu'il s'agit d'un lieu ouvert. En outre, seules les catégories de personnes qui seront désignées par arrêté royal pourront effectuer le visionnage. Dans l'attente de cet arrêté royal, les services de police ont le monopole du visionnage en temps réel pour les lieux ouverts.

Pour les lieux fermés, le visionnage en temps réel ne peut également être organisé que dans le but de permettre une intervention immédiate en cas d'infraction, de dommage, de nuisance ou d'atteinte à l'ordre public. Mais en ce qui concerne les personnes qui ont accès aux images, la loi prévoit que ce sont uniquement le responsable du traitement et les personnes qui agissent sous son autorité. Il est donc possible que le responsable d'un festival installe des caméras pour surveiller le lieu et organise un visionnage en temps réel des images. Toutefois, si des personnes restent de manière continue derrière des écrans de visionnage, il s'agira d'une activité de gardiennage et ces personnes devront répondre aux conditions de la loi du 10 avril 1990 sur la sécurité privée et particulière : il devra s'agir soit de personnes faisant partie d'un service interne de gardiennage autorisé, soit d'agents de gardiennage membres d'une entreprise de gardiennage autorisée à laquelle le responsable fait appel.

En ce qui concerne l'enregistrement et la conservation des images, les règles sont les mêmes pour toutes les catégories de lieux : les images peuvent être enregistrées uniquement dans le but de réunir des preuves de faits ou d'identifier des personnes (auteurs, perturbateurs de l'ordre public, victimes, témoins). Si elles ne permettent d'atteindre un de ces deux objectifs, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois. »

J'espère que ces nouvelles recommandations et précisions faciliteront davantage l'application uniforme de la loi caméras sur l'ensemble du royaume.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle cette circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 mai 2011.

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

De verantwoordelijke voor de verwerking moet er ook op toezien dat de personen geïnformeerd worden dat ze gefilmd worden door aan de ingangen van het festival op duidelijk zichtbare wijze het bij koninklijk besluit van 14 februari 2008 bepaalde pictogram aan te brengen.

Als de camera's tijdens de duur van het festival verplaatst worden, zal men er altijd op moeten toezien dat de pictogrammen correct worden aangebracht (deze van plaats veranderen indien nodig) en dat de aangifte bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer correct is.

Aan de verantwoordelijken voor de verwerking wordt aangeraden om een volledig dossier bij te houden over de camerabewaking tijdens het festival waarin met name alle elementen van de aangifte zitten, evenals een « cameraplan », om zodoende de ordedienst tijdens het evenement zo goed mogelijk te organiseren.

Wat het gebruik van de bewakingscamera's betreft, zullen de regels betreffende het bekijken van de beelden in real time verschillen al naargelang men zich op een niet-besloten of een besloten plaats bevindt.

Voor de niet-besloten plaatsen voorziet de wet dat het bekijken van beelden in real time uitsluitend is toegestaan onder toezicht van de politiediensten opdat de bevoegde diensten onmiddellijk kunnen ingrijpen bij misdrijf, schade, overlast of verstoring van de openbare orde en deze diensten in hun optreden optimaal kunnen worden gestuurd (artikel 5, § 4). Ongeacht wie de verantwoordelijke voor de verwerking is, zullen de politiediensten altijd het bekijken van de beelden in real time moeten superviseren wanneer het een niet-besloten plaats betreft. Bovendien kunnen alleen de categorieën personen die bij koninklijk besluit worden aangewezen, de beelden bekijken. In afwachting van dit koninklijk besluit hebben de politiediensten het monopolie van het bekijken van de beelden in real time voor de niet-besloten plaatsen.

Voor de besloten plaatsen kan het bekijken van de beelden in real time uitsluitend georganiseerd worden opdat de bevoegde diensten onmiddellijk kunnen ingrijpen bij misdrijf, schade, overlast of verstoring van de openbare orde. Maar wat de personen die toegang hebben tot de beelden betreft, voorziet de wet dat het alleen de verantwoordelijke voor de verwerking en de personen die onder zijn toezicht handelen zijn. Het is dus mogelijk dat de verantwoordelijke van een festival camera's plaatst om toezicht te houden op de plaats en het bekijken van beelden in real time organiseert. Als deze personen evenwel continu achter de schermen blijven om de beelden te bekijken, dan betreft het een bewakingsactiviteit en zullen deze personen moeten beantwoorden aan de voorwaarden van de wet van 10 april 1990 betreffende de private en bijzondere veiligheid : de verantwoordelijk zal een beroep doen op ofwel personen die deel uitmaken van een vergunde interne bewakingsdienst, ofwel bewakingsagenten die lid zijn van een vergunde bewakingsonderneming.

Wat het opnemen en bewaren van de beelden betreft, gelden dezelfde regels voor alle plaatscategorieën : het opnemen van de beelden is uitsluitend toegestaan teneinde bewijzen van feiten te verzamelen of personen te identificeren (daders, verstoorders van de openbare orde, getuigen, slachtoffers). Indien zij er niet in slagen één van deze twee doelen te bereiken, kunnen zij niet langer dan één maand worden bewaard. »

Ik hoop dat deze nieuwe aanbevelingen en verduidelijkingen de uniforme toepassing van de camerawet in het hele koninkrijk nog meer ten goede zal komen.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

Brussel, 13 mei 2011.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM